

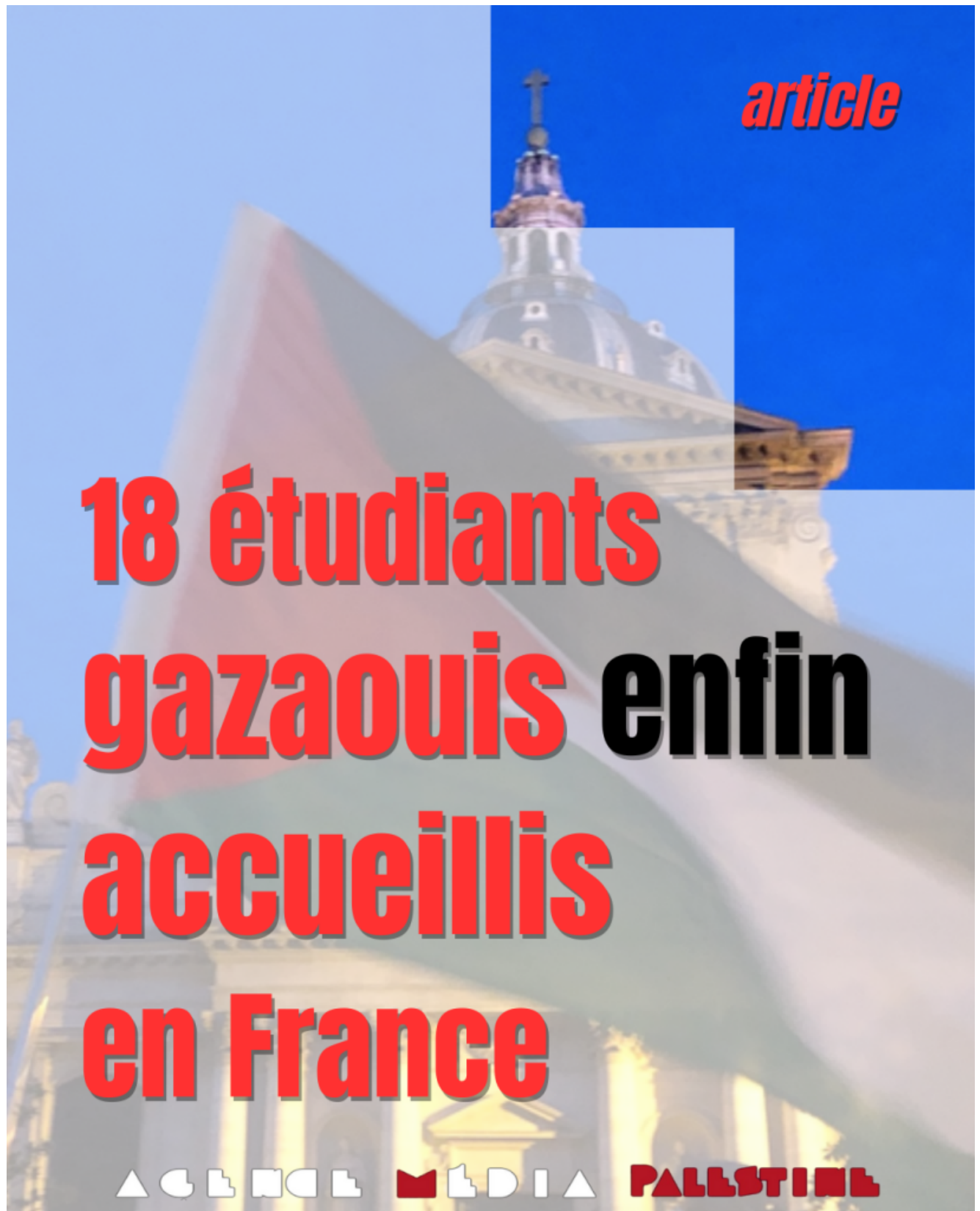


18 Étudiants gazaouis enfin accueillis en France

Description

18 Étudiant-es palestinien-nes sont arrivées en France mardi dernier, après avoir vu leur départ empêché pendant des mois en raison de l'arrêt par la France des vacances depuis Gaza en août dernier. L'Agence Média Palestine s'est entretenue avec Dror Warschawski, membre du collectif [Universitaires avec Gaza](#), qui a participé à les accueillir.

Par l'Agence Média Palestine, le 31 octobre 2025



Le 1er août dernier, la France a suspendu brutalement sous pression d'une poignée

méditerranéenne les évacuations depuis Gaza. Une étudiante palestinienne était accusée d'avoir posté sur ses réseaux sociaux une publication contenant des propos antisémites, ce qui lui a valu de voir son visa révoqué. Par la suite, le gouvernement a gelé les évacuations ce que de nombreuses organisations de solidarité ont dénoncé comme une « punition collective ».

En effet, ce sont 19 étudiant-es qui devaient partir pour la France quelques jours après cette annonce. Depuis, ils et elles attendent que ces interdictions soient enfin levées. Outre le retard dans leurs études, ils et elles ont subi comme tous-tes les gazaoui-es la famine, les déplacements répétés, les bombardements incessants.

Alors que le ministre des affaires étrangères a enfin révoqué sa décision illégale de suspendre les évacuations de Gaza, sous la pression d'associations, de juristes et d'artistes, les évacuations reprennent progressivement. La majorité des évacuations sont médicales, certaines au titre du regroupement familial. Une troisième option est l'accès via les études.

« Universitaires avec Gaza, c'est au début quelques professeurs qui aidaient à distance des artistes ou étudiants de Gaza à remplir les démarches administratives pour demander un visa. Petit à petit, nous avons développé une certaine expertise », explique Dror.

« Maintenant, nous sommes 36, principalement des enseignant-es, quelques étudiant-es aussi. Nous avons développé une expertise, un réseau solidaire. Nous accompagnons depuis juin près de 150 demandes, et avons déposé 55 dossiers. Malheureusement le gel des évacuations est tombé peu de temps après le début de notre activité, alors bien sûr il ne s'est rien passé. Certains étudiants, 4 à ma connaissance, qui ont déposé leurs dossiers viennent tout juste d'être auditionnés. C'est bon signe, cela veut dire que ça reprend enfin, même si ce n'est pas gagné. »

Le laborieux parcours administratif

« Pour le visa étudiant », explique Dror, « il y a trois étapes : trouver une formation adéquate d'abord. Le problème se pose en premier lieu la barrière de la langue, car la plupart ne parlent pas français et peu d'universités proposent des formations bilingues ou entièrement en anglais, encore moins en arabe. »

« Ensuite vient la constitution du dossier en elle-même, très fastidieuse, sur laquelle on apporte un soutien administratif. C'est un travail de précision, chaque pièce doit être au bon format, la moindre erreur ralentit tout le dossier. Enfin la dernière étape, la plus compliquée, c'est de trouver les fonds. »

La loi exige qu'un étudiant-e étranger puisse garantir un approvisionnement de 700 euros par mois minimum, soit une somme de 8 400 euros exigée par demande. « Idéalement l'étudiant peut être bénéficiaire d'une bourse, auquel cas la somme est couverte, et cela résout aussi le problème du logement, puisqu'il peut alors être logé au Crous. Mais dans certains cas, la demande de bourse ne fonctionne pas, alors nous activons pour réunir la somme. On passe par notre réseau de solidarité, des cagnottes, des fondations... »

Les Universitaires pour Gaza accompagnent également des demandes au sein du programme PAUSE (Programme d'accueil en Urgence des Scientifiques en Exil), qui permet l'accueil de doctorant-es, universitaires et artistes. Les bénéficiaires de ce programme, crées à l'origine pour accueillir des réfugiés ukrainien-nes, peuvent venir accompagnés de leurs familles et bénéficier d'un soutien financier.

« Ces accueils sont très rares, on parle de 4 à 5 personnes par an. Mais quand une personne est accueillie, c'est toute sa famille qui est prise en charge, c'est très précieux. Là aussi, il y a des contraintes de plus en plus dures, et les budgets sont coupés. Là-à-tout n'accepte même plus d'examiner le projet si 40% de la somme n'est pas réunie, alors qu'on parle d'un budget total de 50 000 euros pour un an ! »

Passer à l'action politique

« Le souci suivant, une fois qu'on a aussi rassemblé le budget, c'est de faire parvenir la somme aux étudiants. Également il faut passer par une institution française, mais les critères sont flous, et changent tout le temps. On doit sans cesse chercher de nouvelles solutions, des intermédiaires qui étaient acceptés ne le sont soudain plus, les exigences sont de plus en plus difficiles à remplir comme à comprendre. »

« C'est à ce moment-là qu'on a entamé la deuxième partie de notre activité, qui est l'action politique. Nous avons d'abord appelé à deux rassemblements, et créé une tribune. En plus de notre action concrète d'accompagnement, nous voulons dénoncer les conditions arbitraires et les critères de plus en plus difficiles qui restreignent l'accueil d'étudiant-es qui, outre leur demande légitime d'étudier à l'étranger, fuient un génocide. »

Universitaires avec Gaza dénoncent également la destruction systématique des institutions éducatives par Israël à Gaza, où 92 % des bâtiments scolaires doivent être entièrement reconstruits ou faire l'objet de travaux de réhabilitation importants. Près de 658 000 enfants d'âge scolaire et 87 000 étudiants universitaires se retrouvent privés d'accès à l'éducation, les salles de classe et les campus étant en ruines.

« Nous refusons que les institutions universitaires restent inertes face à ces crimes », martèle un communiqué du collectif. « La communauté universitaire est appelée aujourd'hui à faire corps collectif et à prendre une position claire et publique. En tant que telle, nous avons le devoir moral, intellectuel, humain et politique de faire barrage au sens commun qui a remplacé trop souvent les savoirs scientifiques et de nous opposer aux injustices perpétrées envers le peuple palestinien. »

18 Étudiant-es enfin accueilli-es

Bien que tant d'autres attendent, le collectif se réjouit de l'arrivée des 18 étudiant-es de Gaza mardi dernier. « Il devaient être 19 », précise Dror, qui explique que l'un d'eux a été retenu sans aucune explication. « Toute évacuation nécessite l'autorisation d'Israël. À quel niveau ça bloque, et pourquoi, nous l'ignorons. »

« Ceux qui arrivent sont dans un état fragile, bien sûr, et ils sont parfois isolés. Nous activons notre réseau pour les accompagner au mieux, s'assurer qu'ils et elles soient accueilli-es. Le

Cnasar les prend en charge également, fournit les accompagnements de première nécessité et bien sûr, l'accompagnement moral. Certains arrivent seuls, ils et elles ont besoin de moments conviviaux, de pouvoir parler en arabe, de se sentir entourés. »

« Et pour la suite, le visa étudiant comme le programme PAUSE durent un an, renouvelable en fonction de la filière universitaire. En outre, un arrêté de la CNDA permet aux Palestiniens de demander le statut de réfugié. Cela ne garantit pas les conditions de vie, mais permet au moins de ne pas être renvoyé à Gaza. »

Sur la reprise des vacances depuis Gaza, consultez également nos articles :

[Les droits bafoués des rescapés palestiniens en France](#)

[Reprise des vacances depuis Gaza : une victoire amère](#)

date création
2025/11/03